

**RAPPORT N° 2024/2-04
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

OBJET

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES POUR DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES COURS D'EAU SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – DECISIONS DE POURSUIVRE POUR LE LOT 1 GESTION DE LA VEGETATION ET POUR LE LOT 2 GESTION DES PLANTES AQUATIQUES – APPROBATION DES TERMES DES DECISION DE POURSUIVRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Par décision n°2022/5-04 du bureau communautaire du 27 octobre 2022, l'accord cadre à bons de commande pour des prestations d'entretien des cours d'eau sur le territoire de la CINOR a été attribué à :

- l'entreprise SASU ETPBOI pour le lot 1 Gestion de la végétation
- l'entreprise SARL MPL pour le lot 2 Gestion des plantes aquatiques

La notification du marché a été prononcée le 16 novembre 2022 pour une durée d'un an reconductible d'un an et d'un montant de 356 760,00 €HT pour le lot 1 et 207 000,00 €HT pour le lot 2.

Le passage du météor BELAL à proximité des côtes nord-est de la Réunion le 15 janvier 2024 a eu un impact sur la végétation et les milieux aquatiques des cours d'eau dont la CINOR à la gestion. Le volume de végétation et de plantes aquatiques et subaquatiques généré et à traiter (débroussaillage, bûcheronnage, élagage, traitement des embâcles) a contribué à l'atteinte prématurée du montant indiqué au DQE du marché pour le lot 1 à prix unitaires et au DQE du marché pour le lot 2 à prix unitaires.

Il convient d'augmenter les quantités du marché jusqu'à échéance de celui-ci, soit le 16 novembre 2024.

Les dispositions de l'article R. 2194-1 sont applicables.

Les présentes décisions de poursuivre au marché n°22/120 pour le lot 1 et le lot 2 de prestations d'entretien des cours d'eau ont pour objet de :

- Abonder les quantités estimatives du marché pour les lots 1 et 2 par rapport quantités initiales sur le fondement de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique afin de pallier l'atteinte prématurée du marché.

Lot 1 : Gestion de la végétation.

Montant initial du marché Lot 1 : 356 760.00 € HT

Pour le prix unitaire suivant (2.1.1, 2.1.2, 2.1.3, 2.1.4 Type B) une augmentation des quantités prévisionnelles de 25%.

Augmentation marché initial : +80 190.00 € HT.

% d'augmentation du montant du marché initial : 22.48 %.

Nouveau montant total HT du marché : 436 950.00 € HT

Lot 2 : Gestion des plantes aquatiques.

Montant initial du marché Lot 1 : 207 000.00 € HT

Pour les prix unitaires suivants (2.2) une augmentation des quantités prévisionnelles de 25%.

Augmentation marché initial : +51 750.00 € HT.

% d'augmentation du montant du marché initial : 25 %.

Nouveau montant total HT du marché : 258 750.00 € HT

- de financer les dépenses liées à l'exécution des prestations sur cette période, selon les conditions du marché en cours.

Toutes les autres clauses du marché non modifiées par la présente décision de poursuivre demeurent applicables et inchangées.

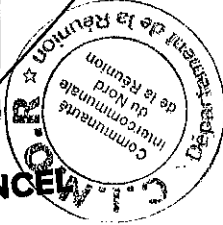
Je vous demande par conséquent :

- D'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le Lot1 : Gestion de la végétation (marché 22/120) pour un montant supplémentaire de 80 190,00 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 436 950,00 € HT ;
- D'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le Lot2 : Gestion des plantes aquatiques (marché 22/120) pour un montant supplémentaire de 51 750,00 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 258 750 € HT ;
- D'autoriser le président à signer les décisions de poursuivre pour les lots 1 et 2

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2024/2-04
Du Bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET :

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES POUR DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES COURS D'EAU SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – DECISIONS DE POURSUIVRE POUR LE LOT 1 GESTION DE LA VEGETATION ET POUR LE LOT 2 GESTION DES PLANTES AQUATIQUES – APPROBATION DES TERMES DES DECISION DE POURSUIVRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-04-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

Sur le RAPPORT n° 2022/2-04 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le Lot1 : Gestion de la végétation (marché 22/120) pour un montant supplémentaire de 80 190,00 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 436 950,00 € HT ;

ARTICLE 2

D'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le Lot2 : Gestion des plantes aquatiques (marché 22/120) pour un montant supplémentaire de 51 750,00 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 258 750 € HT

ARTICLE 3


D'autoriser le Président à signer les décisions de poursuivre pour les lots 1 et 2.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-04-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024